

La nouvelle situation stratégique en Europe*

par M. le Commandant de corps
Jean-Rodolphe Christen

**Conférence publique donnée
devant l'Assemblée des délégués du Parti libéral suisse,
le 22 avril 1989, à Neuchâtel*

Volume édité par le Parti libéral suisse
CP 625, 3018 Berne
Editeur responsable: Philippe Boillod

Septembre 1989

La nouvelle situation stratégique en Europe *

par M. le Commandant de corps
Jean-Rodolphe Christen

**Conférence publique donnée
devant l'Assemblée des délégués du Parti libéral suisse,
le 22 avril 1989, à Neuchâtel*

Volume édité par le Parti libéral suisse
CP 625, 3018 Berne
Editeur responsable: Philippe Boillod

Septembre 1989

En guise de préface

La zone des pays de l'Est connaît des événements que personne n'aurait imaginés il y a quelques années. Des réformes politiques et économiques y sont en cours, avec plus ou moins d'audace et de succès. Des lézardes apparaissent dans ce qui, il y a peu de temps encore, semblait un bloc monolithique. Les Etats satellites se mettent à suivre des chemins différents, allant de la dictature la plus dure à une approche prudente de la liberté et de la démocratie. En Union soviétique, les mouvements centrifuges, latents depuis longtemps, éclatent au grand jour.

Que signifient ces événements pour l'Europe de l'Ouest et pour la Suisse qui s'y trouve ? Cette question a de nombreux aspects, politiques, économiques, sociaux, culturels, militaires. Les pourparlers de désarmement, les propositions spectaculaires faites de part et d'autre donnent actuellement aux aspects militaires une importance particulière. Les libéraux suisses ont invité le Commandant de corps Jean-Rodolphe Christen, commandant du corps d'armée de campagne 1, à leur en parler. L'exposé qu'ils ont entendu mérite d'être connu d'un large public, car il est solidement documenté et aboutit à des conclusions réalistes. Nous sommes heureux dès lors de le publier.

Le Parti libéral suisse suit avec la plus grande attention le combat de ces hommes et de ces femmes qui, en Pologne, en Hongrie, en Union soviétique, ailleurs encore, luttent pour la liberté et la démocratie, et qui éveillent, en Europe notamment, de grands espoirs. L'avenir reste cependant incertain. Le cours d'événements prometteurs peut radicalement changer en quelques heures. La répression en Chine nous le rappelle brutalement. Les faits qui se déroulent en Europe de l'Est sont porteurs d'un message d'espoir. Ils ne sauraient nous faire oublier les risques qu'ils comportent aussi. Sachons à la fois saisir cet espoir et demeurer réalistes.

Claude Bonnard
Président du Parti libéral suisse



Jean-Rodolphe Christen, originaire de Seeberg (BE), est né en 1934. Il est marié et père de trois enfants. Bilingue français-allemand, il parle aussi l'anglais et l'italien. Il commande actuellement le corps d'armée de campagne I.

Carrière militaire

1961	premier-lieutenant
1963	capitaine
1971	major
1978	lieutenant-colonel
1980	colonel
1981	divisionnaire
1987	commandant de corps

Commandements et affectations à l'état-major général

1961	commandant d'une compagnie d'état-major de brigade
1962	commandant d'une compagnie d'état-major de chars
1964	commandant d'une compagnie de chars
1969	officier d'état-major général dans un état-major de division
1971	commandant d'un bataillon de chars
1975	officier d'état-major général dans un état-major de division
1977	officier d'état-major général dans un état-major de corps d'armée
1980	commandant d'un régiment de chars
1981	chef d'arme des troupes mécanisées et légères
1985	commandant d'une division mécanisée
1987	commandant d'un corps d'armée de campagne

Introduction

La situation stratégique mondiale ou européenne est devenue, depuis quelques temps, un sujet de discussion « grand public » et plus médiatique que par le passé.

Domaine jusqu'alors réservé aux experts militaires ou politiques pour de savantes analyses publiées dans la presse spécialisée, analyses toujours scientifiques et quelques fois compréhensibles, la situation stratégique est devenue, ces dernières années, la toile de fond des affrontements idéologiques des mouvements les plus divers aspirant à la paix universelle. Utilisée comme référence ou comme preuve, ceux qui en parlent la qualifient tour à tour de floue, de périlleuse, en évolution rapide, la voyant généralement bourrée de défis, mais porteuse de promesses.

Selon l'angle sous lequel on voit les choses ou que l'on veut les voir, tout cela peut être vrai.

La situation stratégique est en évolution et cette évolution a pris, sans aucun doute, un rythme accéléré par les actions, les déclarations et les intentions du nouveau Secrétaire général du Parti communiste soviétique.

Mais revenons un instant sur le terme de stratégie qui est, selon le Larousse «l'art de combiner, en vue de la victoire, l'action des forces militaires, politiques, morales, économiques impliquées dans la conduite d'une guerre moderne ou dans la préparation de la défense d'un Etat».

Cette définition étant posée, il y a lieu d'emblée de constater que, l'Europe ne constituant pas un Etat, il ne pourra s'agir ici que de la stratégie des Etats européens, de celle des groupements ou des alliances des Etats européens ou même, et c'est probablement malheureusement plus réaliste, de la stratégie des deux grandes puissances mondiales sur le théâtre européen.

Une deuxième constatation s'impose, à la lueur de l'actualité: il manque, dans la définition que nous donne le Larousse, l'élément médiatique dont la puissance, à mon sens, en fait l'un des moyens déterminants de la stratégie. Ainsi, par exemple, il ne fait aucun doute que l'image tendrement réussie du général soviétique retrouvant son fils sur le retour de l'Afghanistan, projetée dans des millions de foyers américains et européens, constitue indiscutablement un acte de propagande de niveau stratégique. Son impact n'est bien évidemment pas négligeable sur des populations mal, peu ou pas informées sur la dure réalité de la guerre en Afghanistan.

Le titre de mon exposé présuppose que la situation stratégique en Europe a changé. Est-ce vraiment le cas ? Pour que nous puissions parler d'une nouvelle situation, il faudrait être sûr que les données matérielles, les intentions politiques ou la volonté des peuples en présence se sont modifiées et, surtout, définir de quelle situation nous partons dans nos considérations et nos analyses.

Il est inévitable que mes qualités et mes défauts de chef militaire vont donner à mes réflexions une coloration de stratégie avant tout militaire.

Je m'empresse de préciser aussi que mes considérations sont personnelles et n'engagent que moi-même et non le Département militaire fédéral, ceci dit dans le sens d'une liberté d'esprit qui ne saurait surprendre un auditoire aussi libéral que celui d'aujourd'hui !

Je me propose de parler:

- *de la situation eurostratégique des deux blocs en présence;*
- *des moyens militaires qui se font face, de leurs missions stratégiques et du rôle du corridor austro-helvétique dans la dimension stratégique des « Grands »;*
- *du poids militaire et de la dimension politique des changements en cours;*
- *des répercussions sur notre politique de sécurité.*

Situation eurostratégique des deux blocs en présence

OTAN

Il y a eu 40 ans, le 4 avril dernier, que 12 Etats ont signé l'alliance qui a, depuis lors, soudé l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis d'Amérique. Ce « Bastion de la Paix et de la Liberté » pour les signataires ou cet « Outil du militarisme revanchard » pour les communistes d'alors ou pour les extrémistes de gauche d'aujourd'hui, a duré tout en évoluant pour devenir ce qu'il est encore de nos jours : un facteur important de la stabilité militaire en Europe.

On peut se demander aujourd'hui si, en 1949, la peur d'une agression soviétique – qui a été le facteur déterminant de l'alliance – était exagérée ou non, et si la présence physique d'une armée américaine était justifiée ?

Pour moi, la réalité du moment ne laissait planer aucun doute ! La mainmise de l'Armée Rouge sur les pays de l'Europe de l'Est, la tutelle politique et la ruine économique qui l'accompagnèrent ne pouvaient guère conduire à une appréciation positive des intentions du Kremlin envers l'Europe de l'Ouest.

Il n'y a donc pas lieu de voir un miracle historique dans le fait que les pays de l'Europe occidentale firent appel aux Etats-Unis – qui, à la différence de l'Union soviétique, avaient démobilisé sur une grande échelle en 1945 – pour former le bouclier qui est resté l'épine dorsale de la défense de l'OTAN, avec une conduite intégrée et sous le commandement d'un général américain.

Aujourd'hui, la présence américaine se traduit par 300 000 militaires, nombre auquel on attribue une valeur presque mythique. Y toucher, même en pensée, crée des états d'âme violents chez de nombreux dirigeants de l'Alliance. Pour ce qui me concerne, je pense qu'abstraction faite de l'armement nucléaire, la présence physique des troupes américaines sur place joue un rôle déterminant dans l'appréciation de la valeur dissuasive de l'OTAN par l'URSS. Si le fait, en soi, n'est pas discutable, l'ampleur numérique des troupes et la qualité des armements l'est certainement.

Dès sa création, l'OTAN ou, en d'autres termes, les forces militaires de l'Europe de l'Ouest, s'est donné, par la force des choses et en raison des systèmes démocratiques et de la répartition des ressources financières, une vocation défensive. Cette situation n'a subi aucune modification depuis la longue histoire de la «flexibel response», cette faculté de pouvoir rendre des coups proportionnels à l'envergure de l'attaque, dans le temps et dans l'espace, en cas de guerre déclenchée par l'Est.

On peut en effet dire que cette conception, malgré quelques adaptations dues aux progrès de la technologie militaire ou, au besoin, par l'optimisation des moyens à disposition, reste valable. L'élément nucléaire, en tout cas dans sa dimension continentale, n'y change rien, mais augmente d'une manière significative la valeur dissuasive de la défense européenne. Stratégiquement et exprimé en termes militaires, on peut affirmer que l'Europe de l'Ouest s'est donnée les moyens d'une dissuasion parfaitement valable et d'une défense certainement crédible, même si ces moyens sont perfectibles dans certains secteurs.

Cette Europe n'a cependant pas les moyens militaires qui lui permettraient d'avoir une attitude offensive envers l'Europe de l'Est, sans compter qu'elle ne trouverait jamais le consensus politique indispensable à une telle attitude.

Je ne pense pas que les réalisations prévues et en cours pour 1992 changent quoi que ce soit à cet état de chose. Au contraire, il me semble que nous aurons, en Europe de l'Ouest, une situation politique excluant définitivement la nécessité ou le danger de recourir aux armes pour régler les conflits internes, danger qui existait il y a encore 50 ans.

Pacte de Varsovie

Contrairement à l'OTAN, le Pacte de Varsovie n'a pas eu à ramener des troupes démobilisées pour assumer les missions fixées par le créateur du pacte, en fait la seule URSS.

Lors de la dernière guerre mondiale, les Anglo-Saxons se sont battus dans la conviction profonde que leur victoire ferait du monde un globe paisible, dont les guerres seraient définitivement bannies. L'idée que Staline, depuis le tournant pris par la victoire de Stalingrad, ne puisse voir dans cette dernière qu'une étape sur le chemin de la conquête de l'Occident et du monde par le communisme, selon les visions de Lénine, était insupportable et dépassait l'imagination. Alors que les Etats-Unis se retiraient de tous les pays occupés, l'URSS n'acceptait que de se retirer de l'Autriche, probablement pour des raisons d'ordre stratégique – comme nous le verrons plus loin – et s'installait dans les autres, y compris dans les îles Kouriles et Sakhaline où elle n'avait déployé aucune troupe auparavant. Alors que certains accusent les Américains d'impérialisme, l'Armée Rouge, elle, est restée en Europe, non démobilisée et profitant de la production de l'industrie lourde créée pour la victoire. Elle s'est rééquipée, réorganisée et a permis aux dirigeants de soumettre les populations, de leur imposer le régime politique de

Moscou et d'en faire les satellites de l'économie soviétique tout en s'offrant le glacis nécessaire à une progression future vers l'Ouest. Ces puissantes forces militaires n'ont eu de vocation et de mission défensives que dans la bouche des dirigeants ou lorsqu'il s'est agi de s'opposer aux velléités de soulèvement à Berlin, en Hongrie en 1956 ou en Tchécoslovaquie en 1968. Leur nombre, leur équipement, leur articulation, leur organisation logistique et leur déploiement en font l'outil d'une stratégie offensive, que la structure du commandement, ainsi que l'entraînement, ont préparé à cette fin.

Le calcul politique et l'intention stratégique ont été perturbés, dans un premier temps, par le fait nucléaire, mais également par le développement économique et le climat psychologique des pays satellites et de la métropole, lesquels n'ont pas suivi les plans établis par les stratèges du système. Cela a engendré un retard de plus en plus considérable sur le système capitaliste, qualifié par ailleurs d'inefficace et de dépassé, peu apte à engendrer le bonheur des peuples.

Malheureusement, ces échecs répétés n'ont pas conduit aux corrections des budgets, et la défense du Pacte de Varsovie s'est taillé un morceau de choix démesuré, même si le gâteau de la substance économique souffrait d'un manque chronique de levure.

Quoique les citoyens des démocraties populaires n'aient guère l'occasion de s'exprimer sur le sujet de la stratégie militaire, ils sont régulièrement et efficacement informés que les sommes fabuleuses consacrées aux forces armées sont la conséquence des intentions revanchardes américaines et des préparatifs d'agression de l'OTAN.

Si, d'un côté, la présence en Europe de l'armée américaine est souhaitée et librement consentie par les alliés des Etats-Unis, il faut se rendre à la triste évidence que, de l'autre, celle des forces soviétiques est imposée et que nous avons affaire ici à une domination d'ordre militaire pure et simple.

Les forces en présence et leur mission eurostratégique

En abordant ce chapitre, je voudrais d'emblée vous rassurer: mon intention n'est pas de vous livrer une masse de chiffres avec des décomptes de chars, d'avions ou de vaisseaux, mais plutôt de m'arrêter sur la capacité de ces forces à remplir les missions qui leur sont dévolues.

Mais retournons d'abord, si vous le voulez bien, au Pacte de Varsovie que nous venons de quitter.

Il convient de noter que toutes les Grandes Unités de combat du Pacte de Varsovie sont calquées, dans leur structure et leur équipement, sur le modèle soviétique, même si quelques différences, dues aux traditions et aux impératifs économiques des pays satellites, peuvent apparaître.

Le nombre de divisions disponibles pour le théâtre des opérations d'Europe centrale n'est un secret pour personne. Il est d'une centaine, dont plus de la moitié se trouvent en permanence dans un état de préparation à l'engagement qui les rend aptes au combat dans un délai très court.

Dans une déclaration faite au début du mois dernier, le chef de l'état-major soviétique Achromejev, qui vient de céder sa place, a confirmé ce que les experts savaient déjà sur la capacité de l'engagement rapide de 50 divisions en premier échelon.

Ce premier échelon est constitué, en grande partie, par des formations soviétiques dites «de l'avant», stationnées à proximité immédiate des frontières des pays satellites, ou dans ces pays.

Ces forces, purement soviétiques, ont trois missions principales:

- elles remplissent, aujourd'hui comme hier, une fonction de force d'occupation destinée à veiller à la stabilité intérieure des pays «frères»;
- par leur haut degré de préparation à l'engagement, elles constituent le «bouclier défensif» de l'Union soviétique;
- elles sont le «noyau dur» de la capacité offensive contre les forces de l'OTAN.

Il n'est pas nécessaire d'être un expert militaire pour constater, à propos du «bouclier défensif», que celui-ci pourrait certainement être obtenu à moindre frais, surtout si l'on songe aux formations aéroportables et à celles de franchissement qui en font partie.

Pour en terminer avec la composante «Terre» des forces du Pacte de Varsovie réservées à l'Europe centrale, je ne peux éviter de citer quelques chiffres.

Les 30 divisions purement soviétiques stationnées actuellement en Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Hongrie représentent à elles seules:

- plus de 600 000 hommes,
- près de 10 000 chars de combat,
- plus de 10 000 chars d'accompagnement.

Je ne m'arrêterai sur la capacité aérienne que pour souligner que celle-ci est suffisante pour couvrir, dans un premier temps, une action offensive de grande envergure qui aurait le Rhin pour objectif.

Le nombre d'avions de combat qui pourraient, le cas échéant, être engagés dans une telle opération atteint les deux mille unités, non compris les hélicoptères.

On peut admettre que les forces navales ne joueraient, dans un conflit limité à l'Europe, qu'un rôle secondaire pour le Pacte de Varsovie. Je ne m'y arrêterai donc pas dans ce contexte.

Si, du côté du Pacte de Varsovie, les forces terrestres présentent une certaine unité de structure et d'équipement, il n'en va pas de même pour les partenaires de l'Alliance atlantique où les intérêts particuliers, avant tout d'ordre économique, ont conduit à certaines disparités dans les structures et moyens de ses Grandes Unités. C'est ainsi que la valeur de combat attribuée à une division américaine n'est pas la même que celle reconnue à une division des Pays-Bas, d'Italie ou de Belgique, par exemple.

Il convient donc, dans la comparaison des forces en présence, de tenir compte de ce fait qui n'est rien d'autre que le tribut payé à l'organisation démocratique des pays de l'OTAN.

Compte tenu de la disparité des composantes « Terre » des forces de l'OTAN, ce sont 30 divisions qui peuvent être engagées en Europe centrale.

L'essentiel de la stratégie de l'OTAN, la riposte graduée dont j'ai déjà parlé précédemment, peut se résumer aux trois points suivants :

- la défense directe doit empêcher l'agresseur d'atteindre son objectif, en fonction du niveau que l'agresseur aura choisi pour le conflit militaire;

- l'escalade préconçue se propose d'amener l'agresseur à la décision politique de renoncer à ses opérations militaires, les risques encourus étant supérieurs aux chances de réussite. Afin de pouvoir l'en dissuader, l'Alliance se réserve les options d'un emploi sélectif, sous contrôle politique, des armes nucléaires;
- la riposte nucléaire généralisée est dirigée en premier lieu contre le potentiel stratégique de l'agresseur et implique la mise en œuvre des armes nucléaires du niveau stratégique de l'Alliance. La menace de leur emploi constitue un moyen de dissuasion majeur. Leur utilisation serait la riposte militaire la plus puissante de l'OTAN.

Il convient ici d'exprimer quelques réserves sur ce dernier point car l'équation des forces en présence dans leur ensemble et des ressources humaines de part et d'autre, on ne peut plus affirmer que, pour les Soviétiques, le risque est incalculable: le camp occidental est, en effet, à l'heure actuelle, confronté à l'obligation inéluctable d'engager très rapidement ses moyens nucléaires dès le déclenchement d'un conflit par les forces du Pacte de Varsovie.

Rôle du corridor austro-helvétique dans la dimension stratégique des « Grands »

Les conditions du retrait des Soviétiques d'Autriche ont conduit à la formation d'un corridor « neutre » sur une grande partie de l'axe Est-Ouest, du Danube à la Méditerranée.

Notre voisin autrichien entretient actuellement une armée de 50 000 hommes chargée d'assurer avant tout une défense territoriale et statique. Il ne fait pas de doute que la relative faiblesse militaire d'un pays adossé au rideau de fer, lié à un statut politique contraignant et voisin d'un autre pays neutre, crée une situation où ce « corridor » neutre pourrait jouer, à l'échelon stratégique, un rôle considérable sinon

déterminant. En effet, une offensive d'envergure en direction des côtes méditerranéennes et même atlantiques, dont l'effort principal se verrait stoppé dans la profondeur jusqu'à la hauteur du Rhin, pourrait se poursuivre sur un axe parallèle. Un axe qui, par ailleurs, pourrait être considéré comme celui du moindre risque, en particulier par son ambiance dénucléarisée.

Les conditions imposées à l'Autriche par l'Union soviétique dans le Traité de paix de 1955, limitant d'une façon contraignante son équipement militaire (pas de fusée, pas de matériel allemand) pourraient inciter l'observateur avisé à tirer la conclusion que l'option décrite précédemment a joué un rôle lorsque les conditions du retrait soviétique ont été fixées à l'époque.

L'importance militaire de ce corridor et de sa défense préoccupe sérieusement les états-majors étrangers, qui se soucient de la qualité de notre neutralité et de la volonté de défense qui nous anime.

L'adage qui veut que tout pays a une armée, la sienne ou celle d'un autre, s'applique particulièrement aux pays neutres, placés au centre d'un conflit.

Poids militaire et dimension politique des changements en cours

Sous l'égide du secrétaire général Gorbatchev, l'URSS s'attaque à la restructuration de son économie et de son système politique et social. Cherchant à rompre l'isolement dans lequel son immense pays se confinait jusqu'alors, M. Gorbatchev lui fait adopter une nouvelle politique extérieure et, dans celle-ci, des mesures de désarmement dynamiques. L'habileté tactique, conjuguée à la puissance rhétorique du promoteur de cette nouvelle politique, et surtout ses talents médiatiques impressionnent une grande partie de l'opinion publique occidentale et créent la surprise, sinon la perplexité, chez de nombreux dirigeants de l'Ouest, tout en éveillant probablement les mêmes sentiments chez ceux de l'Est.

Lorsque je parle de perplexité à l'Ouest, j'ajoute, bien entendu, qu'il faut saluer toute initiative nouvelle, qu'elle touche à l'amélioration des droits de l'homme, de la démocratie réelle et non seulement populaire, au désarmement ou à la libre communication, mais qu'il convient, dans le même temps, de ne pas perdre de vue la toile de fond sur laquelle se

dessinent toutes les belles intentions qu'il nous a été donné d'entendre ou de lire ces trois dernières années. Cette toile de fond reste le marxisme-léninisme, idéologie qui guide et guidera encore les dirigeants du Kremlin à l'avenir, selon les propres déclarations de M. Gorbatchev faites à plusieurs reprises à son entourage et publiées à l'Ouest. Selon Lénine, la fin justifie tous les moyens pour atteindre le but final qui reste la domination du communisme dans le monde entier.

C'est dans cette optique fondamentale que le secrétaire général, chef soviétique d'un style nouveau, joue avec une grande habileté le jeu des mesures actives et spectaculaires, propres à frapper l'opinion publique, éveillant par là un espoir de paix et de liberté, tout en poursuivant, à pas mesurés, la marche dictée par l'idéologie et la doctrine marxiste-léniniste.

« Réformer pour mieux sauter » pourrait être la maxime à laquelle nous devrions songer lorsque nous parlons de stratégie. Surtout, nous devrions réaliser que tout ce que l'on promet actuellement au peuple soviétique comme améliorations économiques, démocratiques ou sociales sont des réalités dont nous, Suisses, profitons depuis longtemps. Le savons-nous vraiment ? Sommes-nous, et avec nous, tous les citoyens de l'Europe dite libre, conscients qu'il faut aussi en payer le prix, afin de préserver et développer ces libertés pour nos descendants ?

L'accession au pouvoir de M. Gorbatchev a créé une situation nouvelle qui demande un examen sérieux.

Cette nouvelle situation ne devrait pas provoquer de divergences entre les partenaires de l'Alliance atlantique, même si certains actes politiques ou déclarations d'intention du nouveau Kremlin peuvent poursuivre ce but non avoué. L'armement et le désarmement, l'attitude à l'égard des réformes du système soviétique et les droits de l'homme sont des domaines qui devraient être de nature à favoriser leur rapprochement. Des points de vue différents des pays

occidentaux ne doivent pas être interprétés comme une dégradation des relations inter-atlantiques. Les affinités culturelles historiques occidentales sont réelles et solides; elles inciteront les Américains à ne pas délaisser l'Europe où, à l'avenir également, commence la défense de leurs intérêts, cela même si la présence soviétique dans le Pacifique ne peut être ignorée.

Les déclarations d'intention surprenantes, voire sensationnelles du secrétaire général devant l'Assemblée générale de l'ONU en décembre dernier, pour réduire unilatéralement, en accord avec la direction de l'Etat, ses forces militaires conventionnelles, sont réjouissantes à plus d'un égard, mais tout aussi lourdes de questions. La tribune et le moment choisis garantissant un maximum de diffusion médiatique à l'échelle mondiale laissent l'expert formé et l'homme politique avisé pour le moins songeurs.

Dans cette optique, il faut reconnaître trois réalités douloureuses pour l'URSS, ces dernières années, l'une de nature économique, une autre de nature militaire et la dernière d'ordre psychologique:

- L'Union soviétique est écrasée par des problèmes économiques intérieurs d'une dimension telle que leur répercussion politique et sociale ne peut être que très grave. M. Gorbatchev a le mérite, non seulement d'avoir pris conscience de la gravité de cette situation, mais aussi d'avoir, en paroles et en actes, montré sa détermination à trouver des solutions.

La « Perestroïka » (changement) et la « Glasnost » (transparence) en sont aussi bien les critères que les slogans.

M. Gorbatchev, comme Lénine dans les années 20, a besoin d'une pause, d'un relâchement de la pression extérieure, pour réaliser le redressement économique de l'Etat soviétique. Jusqu'à maintenant, pas de résultat visible, tangible et digestible – si vous me passez l'expression – pour le Russe de la rue, mais un « ras le bol » qui se manifeste de plus en plus. Voilà qui devrait conduire,

semble-t-il, à la nécessité d'une restructuration interne rapide en vue d'obtenir des succès dans la vie de tous les jours.

- Les forces armées soviétiques ont subi, depuis la chute de Khrouchtchev dans les années 60, un développement constant, massif et onéreux. Même si les rattrapages spectaculaires, face aux Etats-Unis, dans les domaines nucléaire et naval, ont retenu l'attention du grand public, ce sont surtout les forces conventionnelles terrestres, en particulier les éléments offensifs, blindés, d'artillerie, de génie et d'aviation qui ont été transformées, modernisées et augmentées à un niveau impressionnant. C'est ainsi que l'Armée Rouge a passé de 3,4 millions d'hommes à 5 millions en 20 ans, sans d'ailleurs que les journalistes et les gens de l'Ouest en prennent note.

Cet immense effort a coûté et coûte encore des sommes extravagantes et représente 15% du produit national brut. (Notons au passage que les pays de l'Ouest consacrent, en moyenne, 3% de leur PNB à leur défense, ce qui n'empêche pas certains de crier « au scandale », cris qui seraient certainement justifiés si notre sacrifice atteignait 15% !).

- Le repli des forces engagées en Afghanistan constitue incontestablement une défaite cuisante pour l'armée soviétique et son commandement. Les observateurs sérieux de l'expédition afghane ne se seront pas laissés convaincre par les explications d'ordre stratégique, politique ou même militaire données pour tenter de camoufler cette défaite.

Cette guerre aura montré, à l'étranger d'abord, aux Soviétiques ensuite, que leur colossale armée, dotée pourtant en suffisance de moyens performants, présentait de graves lacunes au niveau de la troupe et de la conduite. Vue dans sa composante psychologique, cette constatation, certainement douloureuse pour les généraux, a cependant donné à M. Gorbatchev, à mon avis, les armes qui lui permettent aujourd'hui, sans trop de mal, de s'imposer au

puissant appareil militaire. Elle lui aura également permis de procéder à ce qu'il est convenu d'appeler « un rajeunissement » des cadres supérieurs par la mise en place d'hommes choisis par lui, des chefs plus réalistes dans l'appréciation du rapport coût-efficacité et des moyens nécessaires pour faire face à la menace, par ailleurs quasi inexistante, d'une attaque venant de l'Ouest.

Pour porter un jugement sur la dimension militaire des intentions exprimées à la fin de l'année dernière, il y aura lieu de dépasser le poids des mots et la symbolique des gestes pour considérer la mesure des actes. La cacophonie médiatique éveille de grands espoirs et va bien au-delà de la réalité des faits et des chiffres.

Ainsi le traité INF, un début certainement louable, n'a abouti qu'à la suppression de 4% du nombre total de projectiles nucléaires et cette suppression ne concernait que les vecteurs, non les ogives qui, elles, sont, à coup sûr, encore sur étagères; quant aux objectifs préférentiels des armes éliminées, ils ont été attribués, sans retard, à d'autres systèmes de lancement tels que les SS 24 – 25 ou aux lanceurs submersibles. Cela est valable pour les deux camps.

A cet égard, le fait même que l'OTAN ait dû s'armer d'abord pour pouvoir désarmer ensuite restera une ironie de l'histoire. Beaucoup d'Européens ne comprendront jamais que c'est aux perching 2 et aux missiles de croisière, installés malgré la vive opposition des milieux pacifistes, que l'on doit réellement un premier traité de désarmement suivi d'effets concrets. Que les Etats-Unis aient poursuivi les négociations sur le désarmement tandis qu'ils procédaient, dans le même temps, à l'implantation et à la fabrication d'un matériel aussi coûteux, restera pour moi un signe tangible de leur volonté de freiner la course aux armements et d'en payer le prix.

Les chiffres de la réduction prévue par l'URSS pour ces prochaines années, à savoir: 500 000 hommes, 10 000

chars, 8500 systèmes d'artillerie et 800 avions, font plaisir à entendre. Pourtant, si on les compare à 5 millions d'hommes, 42 000 chars, 44 000 systèmes d'artillerie et 8500 avions, le plaisir s'estompe un peu.

On peut également se poser quelques questions à propos de ces réductions, par exemple :

- de quels chars s'agit-il ?
- où vont-ils ?
- pourquoi la masse de matériel de franchissement n'est-elle en rien concernée ?

Les pourparlers actuels et futurs de Vienne répondront peut-être à ces questions et fixeront, condition sine qua non, des procédures de contrôle efficaces.

Avant de passer aux propositions présentées à Vienne par l'OTAN, permettez-moi la remarque suivante: il y a 14 ans que les discussions sur la réduction des armes conventionnelles ont débuté, mais c'est la première fois que l'URSS présente des propositions concrètes et qu'elle reconnaît la réalité d'une assymétrie des forces en présence.

A Vienne, l'OTAN propose:

1. Une réduction à:
 - 20 000 chars de combat,
 - 16 500 pièces d'artillerie,
 - 28 000 chars de transport de troupes.
2. L'interdiction à chaque pays de déployer plus de 30% du total de ses forces.
3. La limitation des forces engagées en dehors des frontières nationales à 3200 chars de combat, 1700 pièces d'artillerie et 6000 chars de transport de troupes.

Pour sa part, le Pacte de Varsovie propose :

1. Que l'OTAN réduise ses forces actuelles de 10 à 15%, ce qui devrait laisser 14 000 chars de combat, 12 300 pièces d'artillerie et 3600 chars grenadiers de combat, et respecte une zone dénucléarisée de part et d'autre des limites OTAN – Pacte de Varsovie.
2. Qu'après réalisation des exigences du point 1, elle procède à une deuxième réduction de 15%.
3. Qu'elle donne un caractère purement défensif aux troupes restantes.

On s'accorde généralement à dire que :

- pour arriver à une égalité des forces, l'Est devra « faucher plus large »;
- la réduction globale se situera entre 5 et 15%;
- les procédés de vérification efficaces constitueront l'obstacle le plus difficile à franchir.

Des divergences apparaissent encore sur les points suivants :

- Moscou souhaite une négociation sur le retrait d'avions tactiques mais les Etats-Unis s'y opposent.
- Les Soviétiques souhaitent également l'ouverture de négociations parallèles sur le retrait des armes nucléaires à courtes portées; les Etats-Unis n'en veulent pas pour le moment.
- Si, des deux côtés, on s'accorde sur le principe de l'exclusion des forces navales, les Soviétiques insistent pour que leur poids soit pris en compte d'une manière ou d'une autre.

Si les négociateurs de Vienne ne dansent pas comme au Congrès de 1815, on assiste tout de même à une valse, celle des chiffres, des comparaisons, des intentions et des prétentions ! Elle est loin de se terminer, sur le tableau final, en apothéose pacifique !

Attendons donc la fin du spectacle pour nous réjouir ou coller les pots cassés !

Répercussions sur notre politique de sécurité

D'ici la fin de ce spectacle, nous devons nous garder de nous bercer d'illusions ou de bâtir sur de faux espoirs, mais, en analysant et en comprenant les faits, reconnaître, nous Suisses, que la situation stratégique en Europe est déterminée par la présence de forces militaires impressionnantes. Cela est particulièrement vrai pour le secteur central de notre continent, secteur dont la Suisse, si petite soit-elle, fait partie. Qu'une des puissances en présence dispose d'une supériorité numérique incontestable n'est certainement pas un facteur rassurant dans un monde où l'équilibre des forces a mieux contribué à garantir la paix de ces dernières décennies que les vides stratégiques ou les slogans et espoirs pacifistes conjugués. Dans ces conditions, nous ne sommes pas à la veille de changements rapides. Nous Suisses, n'avons aucune raison de prétendre en savoir plus que les chefs des Etats et des gouvernements de l'OTAN qui, unanimement, déclaraient, il y a peu de temps :

Le déséquilibre conventionnel en Europe reste le facteur inchangé et central des soucis en ce qui concerne la sécurité en Europe. Le Pacte de Varsovie dispose, soutenu par les forces

soviétiques déployées à l'avant, de l'aptitude à une attaque surprise et de moyens pour une offensive à vocation territoriale.

Notre pays est appelé à jouer son rôle d'Etat autonome et indépendant avec ses propres moyens, dans ce climat d'insécurité et de tensions multiples. Il doit, par la démonstration de son effort et de sa volonté de défense, éviter le vide militaire. Dans l'appréciation stratégique de la situation, notre neutralité armée doit apparaître comme un pion solide. Aucun doute ne doit se faire jour quant à la valeur de ce pion, valeur largement dépendante de la mentalité de ceux qui l'ont placé et qui le constituent. Sans cette garantie, la Suisse deviendrait très rapidement un facteur de destabilisation ou d'incertitude dans la réflexion stratégique des « Grands »; ce qui pourrait, dans le cas d'un conflit majeur, les amener à s'occuper eux-mêmes de ce que nous aurions négligé.

Notre histoire présente une page assez triste pour que la leçon qui doit en être tirée soit rappelée aujourd'hui. L'absence de volonté de défense et des moyens pour assurer celle-ci nous a valu, à la fin du 18^e siècle, les batailles entre armées françaises, autrichiennes et russes sur notre territoire. Heureusement pour la population d'alors, les armes de l'époque n'ont pas provoqué les dévastations que les moyens militaires modernes entraîneraient aujourd'hui ! L'effet destructeur des armes actuelles sur une population nous est tragiquement démontré, presque quotidiennement, au Liban, dans un pays que l'on appelait volontiers « la Suisse du Proche-Orient » il y a quelques années encore.

La Suisse, comme tous les autres pays, est entrée dans une ère caractérisée par une certaine fluidité de l'environnement stratégique.

Cet état de fait doit nous préoccuper sérieusement et inciter les responsables politiques, économiques et militaires à suivre attentivement les différents courants qui se sont amorcés et à tenter de déceler assez tôt leur direction et leur but. Y parvenir n'est certes pas chose facile, mais ce n'est pas impossible !

Dans son discours, lors de l'ouverture des Conférences de Genève 1988/89 à l'Institut des Hautes Etudes Internationales, le 10 novembre 1988, M. le conseiller fédéral Arnold Koller a esquissé la situation helvétique et notre rôle en ces termes:

Le nouveau rapport des forces en présence représente, pour la Suisse, une occasion supplémentaire d'être active et d'augmenter sa contribution au maintien de la paix, ainsi qu'à la maîtrise des crises internationales. Ceci dit, ne nous leurrions pas en anticipant les résultats de la nouvelle détente et ne succombons pas à la tentation d'une euphorie engendrée par certains progrès en matière de désarmement.

Jean-Rodolphe Christen

